

## **L'attaque imminente contre les droits de propriété privée de tous les Canadiens**

**Ron Gray**

Ancien chef, PHC Canada

Alors que les Canadiens sont confrontés à trois élections provinciales cet automne et à des élections fédérales d'ici 18 mois, il existe dans ce pays une lacune démocratique flagrante qu'aucun autre parti politique n'a montré le courage de combler : une lacune béante dans la Charte canadienne des droits et libertés.

Cette lacune était le résultat de l'incapacité du premier gouvernement Trudeau à inclure la protection des droits de propriété privée – probablement délibérée.

Cette lacune était une seconde nature pour feu Pierre Trudeau, et c'est également une seconde nature pour son fils, notre incompetent Premier Ministre actuel, Justin Trudeau. Tous deux sont dénoncés comme marxistes, tout comme la terne Vice-Première Ministre et Ministre des Finances de Justin Trudeau, Chrystia Freeland. Trudeau et Freeland sont également membres fondateurs du cadre jeunesse du Forum Économique Mondial, ardemment dévoués au démantèlement de notre héritage de gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Il existe maintenant des mouvements actifs au sein de plusieurs gouvernements canadiens (fédéraux et provinciaux) en faveur de la doctrine marxiste de l'abolition ou de la diminution du droit de posséder et de jouir de la propriété privée. Deux exemples sont présents dans ma province natale, la Colombie-Britannique, où les propriétaires de condos, comme ma femme et moi, avons reçu l'ordre d'accepter de mettre certaines ou toutes les suites de nos propriétés en strate à la disposition des locataires ; cette loi draconienne diminue la valeur de revente de ces propriétés, qui constitue une part importante des plans de retraite de la plupart des gens.

Et maintenant, le gouvernement néo-démocrate marxiste de Colombie-Britannique a annoncé qu'il allait obliger les conseils de strates à installer des bornes de recharge pour les véhicules électriques. La phase de planification à elle seule coûtera à notre conseil de strate environ 10 000 \$. Nous n'avons aucune option concernant ces actions, malgré les faits suivants :

a) Le réseau électrique public ne sera pas en mesure de fournir suffisamment d'électricité pour répondre à la demande croissante ;

(b) La prétendue « catastrophe climatique » citée comme raison de ces changements obligatoires est fautive : le GIEC de l'ONU a fait 28 prévisions de « catastrophe climatique » et toutes se sont révélées fausses ;

(c) Il existe des risques d'incendie accrus associés aux bornes de recharge pour véhicules électriques ; et les incendies de batteries de véhicules électriques sont extrêmement difficiles à maîtriser et peuvent se rallumer.

Ces usurpations des droits de propriété par les gouvernements provinciaux ne sont peut-être qu'un début : bientôt, leur désir d'être « vert » et de promouvoir les « villes du quart d'heure » du FÉM – et aussi de résoudre la crise du logement créée par nos gouvernements – pourrait aboutir à une législation pour obliger les propriétaires de maisons unifamiliales, une fois que leurs enfants ont grandi et quitté la maison, à louer leurs chambres à des étrangers, qu'ils le veuillent ou non !

Pensez-vous que c'est extrême ? Eh bien, auriez-vous cru il y a 20 ans que nos gouvernements provinciaux exigeraient que les enfants des écoles maternelles et primaires apprennent à célébrer l'homosexualité, soient instruits sur les pratiques sexuelles perverses et apprennent à croire qu'il existe 35 genres ? Mais c'est la réalité dans les écoles publiques, même dans de nombreuses écoles chrétiennes, aujourd'hui.

Les socialistes radicaux de nos gouvernements (y compris « l'État profond » de bureaucrates non élus) ont défilé dans nos institutions – universités, lycées, écoles primaires, jardins d'enfants, églises, syndicats, médias d'information et réseaux sociaux et même dans de nombreux clubs philanthropiques – nous faisant subir un lavage de cerveau avec une propagande de gauche.

Dennis Prager a résumé une vérité frappante : « ***La gauche détruit tout ce qu'elle touche.*** » Et maintenant, la gauche a en ligne de mire le droit que Dieu nous a donné de posséder et de jouir de la propriété.

À ce jour, un seul parti politique canadien – le PHC – a inclus la protection des droits de propriété privée dans ses politiques. Tous les Canadiens devraient se mobiliser pour protéger ces droits, car une fois perdus, ils seront irrécupérables. Vous pouvez nous aider en visitant notre site Internet<sup>1</sup> et, ce faisant, pensez à apporter votre contribution afin que nous puissions poursuivre ce combat pour protéger vos droits et vos biens.

## **Notes de bas de page**

<sup>1</sup> [www.chp.ca/fr/](http://www.chp.ca/fr/)

---

**Parti de l'Héritage Chrétien du Canada**

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.

---